

# Huglo Lepage News

## Edition Spéciale RSE

*En collaboration avec*



**GROUPE JPA**  
Audit, Expertise comptable, Conseil  
France - Paris

### Editorial

A l'heure où l'économie est au cœur des préoccupations et où elle prend le pas sur les enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux, le développement durable et la RSE (qui n'est autre que le développement durable appliqué à l'entreprises) sont trop souvent vus comme une contrainte réglementaire pour les entreprises soumises à l'obligation de réaliser un reporting RSE, voire comme un concept fumeux dont il sera, au mieux, possible de se prévaloir, en terme de communication.

Et si c'était autre chose ? Et si la RSE était un véritable levier de croissance ?

Parce que la recherche de la performance globale de l'entreprise passe par la prise en compte des impacts sociaux et environnementaux de son activité pour adopter les meilleures pratiques possibles.

Ainsi, mener une politique RSE, c'est d'abord une façon de se prémunir contre les risques d'atteinte à l'image, de poursuites judiciaires et de conflits avec les salariés, les consommateurs, les voisins, les associations....

C'est ensuite sécuriser ses projets. Combien de fois avons-nous vu des économies de bout de chandelle mettre en péril des projets ambitieux !

C'est également anticiper les évolutions réglementaires qui peuvent parfois, une fois l'énervement passé, mener à des réflexions permettant d'identifier des opportunités de développement et d'amélioration de la compétitivité.

C'est enfin se différencier commercialement tout en évitant le green washing.

Dans cette news-letter (élaborée en partenariat avec le Groupe JPA) consacrée à la Responsabilité Sociétale des Entreprises, nous avons souhaité vous donner les clés pour comprendre qu'une démarche RSE n'est pas un coût mais un gain pour l'entreprise.

Avec nos solutions « packagées » pour répondre aux différentes problématiques que vous pouvez rencontrer dans ce domaine, nous pouvons vous accompagner vers un développement durable.

**Marie-Pierre Maître**  
Avocate Associée Gérante



### Dans ce numéro

5 Concepts clés pour comprendre la RSE..... 2

Rapports extra-financiers obligatoires pour les grandes entreprises..... 3

Les nouvelles obligations en matière de RSE ..... 4

Calendrier d'application des obligations ..... 5

Les PME ..... 6

Les marchés publics et la commande publique responsable ..... 7

Valeur ajoutée de la RSE..... 7

### Points de vue

• Le mot de Corinne Lepage .....8

## 5 concepts clés pour comprendre la RSE

### DD ➡ Développement Durable

*"Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures"*

**Objectif :** Arriver à concilier les préoccupations écologiques, sociales et économiques de la société

⇒ Contribue au développement durable y compris à la santé et au bien-être de la société,

⇒ Prend en compte les attentes des parties prenantes,

⇒ Respecte les lois en vigueur et est compatible avec les normes internationales,

⇒ Est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations.

### RSE ➡ Responsabilité Sociétale des Entreprises

*Le développement durable appliqué à l'entreprise*

**Objectif :** Responsabiliser une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement.

Cela se traduit par un comportement transparent et éthique qui :

### ISR ➡ Investissement Socialement Responsable :

Un mode de gestion des actifs financiers qui s'appuie sur la conviction que les entreprises intégrant une démarche RSE génèrent une performance très particulière. Ces fonds intègrent un crible d'analyse sur des critères dits "extra-financiers", à savoir Environnement, social/sociétal, gouvernance (ESG) pour effectuer leurs choix et composer leur portefeuille.



*"Si vos projets portent à un an, plantez du riz ; à dix ans, plantez un arbre."*

*Proverbe chinois, 500 av. J.-C*

### L'engagement socialement responsable a une valeur juridique !

Le juge peut en effet considérer la pratique de l'entreprise en matière de RSE comme un critère d'appréciation du comportement du professionnel.

La jurisprudence reconnaît la force contraignante des engagements volontaires en matière civile, commerciale, en droit du travail, en droit des affaires, en droit de la concurrence ou en droit de la consommation.

Le droit pénal n'est pas non plus en reste, notamment s'agissant de la preuve de la matérialité de l'infraction, que ce soit par exemple pour renforcer la répression en facilitant la mise en cause pénale du prévenu, ou pour moduler la peine, lorsque de véritables actions ont été menées pour éviter la commission des infractions.

### PP ➡ Parties Prenantes

*Les tiers à qui l'entreprise rend compte dans l'approche du développement durable*

**Objectif :** Prendre en compte leurs attentes et l'impact de l'activité de l'entreprise sur leur satisfaction.

Les entreprises sont considérées comme impliquées dans la société, c'est-à-dire en interaction permanente avec différents groupes sociaux aux attentes diverses. Ces différents groupes sociaux sont appelés "stakeholders" ou "parties prenantes" (c'est-à-dire les clients, les actionnaires, les salariés, les syndicats, les fournisseurs, les banques, les assurances, les médias, le gouvernement, le législateur, les associations et les ONG, les "activistes", les fonds communs de pension, les fonds de retraite, les fonds d'épargne, les universités, les clubs, etc...). Ils prennent partie ou sont impactés directement ou indirectement par les décisions prises par les entreprises.

### ➡ ISO 26000

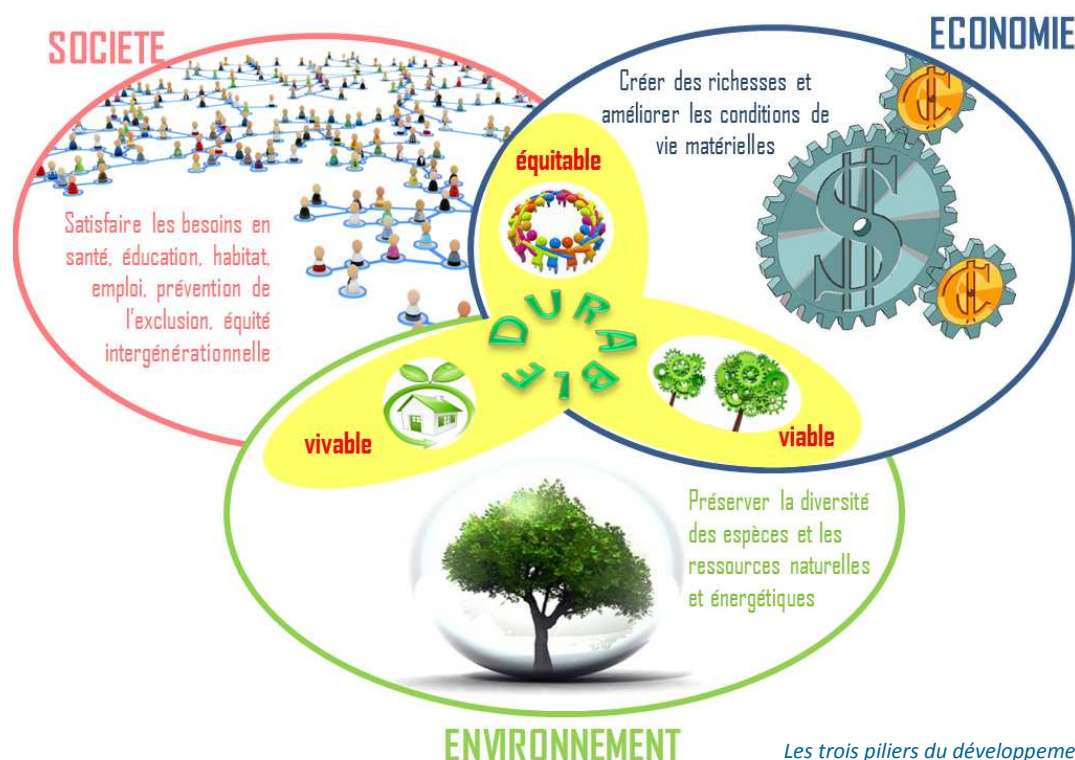
Une norme internationale (non certifiable), élaborée par l'International Standard Organization, publiée en 2010, qui fournit une définition commune de la RSE et les thématiques clés qui lui sont associées.

### Comment s'y prendre ?

La publication de ces informations nécessite au préalable de passer par la mise en place d'une démarche globale RSE au sein de l'entreprise

- ⇒ Identification des enjeux de l'entreprise en matière de RSE
- ⇒ Réalisation d'un audit de départ
- ⇒ Fixation d'objectifs concrets et réalisables
- ⇒ Et surtout, mise en place d'indicateurs pour alimenter le reporting RSE





## Bientôt des rapports extra-financiers obligatoires pour les grandes entreprises avec la nouvelle Directive «RSE»

L'Union européenne s'intéresse à la question de la responsabilité environnementale, sociale et sociétale des entreprises (RSE).

Cette pratique du « reporting RSE » - connu surtout en France et au Danemark - devrait devenir obligatoire en Europe d'ici 2015, suite à la modification de la réglementation comptable en vigueur (Quatrième et Septième directives comptables sur les comptes annuels et consolidés, 78/660/CEE et 83/349/CEE, respectivement) ayant pour objectif d'accroître la transparence et la performance des entreprises de l'UE, sur les questions environnementales et sociales, par la publication d'informations extra-financières en matière de développement durable.

La directive devrait être soumise en septembre prochain au Conseil européen et entrera en vigueur une fois adoptée par le Conseil et publiée au Journal officiel de l'UE. Sur le fondement de ces mesures les entreprises devront dès lors communiquer des informations sur leurs politiques, les risques et les résultats en ce qui concerne les questions environnementales, les aspects sociaux et liés au personnel, le respect des droits de l'homme, les questions de la lutte contre la corruption, et la diversité dans leur conseil d'administration. Les nouvelles règles s'appliqueront à un certain nombre d'entreprises concernées (les sociétés cotées ainsi que certaines sociétés non-cotées, comme les banques, les compagnies d'assurance, et d'autres entreprises qui sont ainsi désignées par les États membres en raison de leurs activités, leur taille ou leur nombre de salariés). Le champ d'application comprend environ 6 000 grandes entreprises et groupes à travers l'UE (contre une cible initialement estimée à 18.000 si les obligations avaient été étendue à toutes les entreprises de plus de 500 salariés).

En l'état ce dispositif s'adressera ainsi à certaines grandes entreprises avec plus de 500 salariés. En particulier, les grandes entités d'intérêt public avec

plus de 500 salariés seront tenues de publier certaines informations extra-financières dans leur rapport de gestion.

La directive laisse une forme de flexibilité aux entreprises dans la manière de communiquer les informations jugées « pertinentes », suivant le dispositif souple et non intrusif « *comply or explain* » (« *publier ou expliquer* »), notamment de la manière qu'ils jugent la plus utile, ou dans un rapport séparé. Par ailleurs, la Commission élaborera des lignes directrices afin de faciliter la publication d'informations extra-financières par les entreprises, en tenant compte des meilleures pratiques actuelles, des développements internationaux et d'autres initiatives de l'UE.

Compte tenu de son expérience et du degré de maturité en la matière, l'impact de la directive sur le reporting RSE, en France, ne devrait pas être trop important, en dehors de la nécessaire mise en conformité de la réglementation et des pratiques existantes; mais cette mesure devrait tout de même contribuer à déployer plus encore la démarche dans les entreprises, comme outil de pilotage de la performance.

Une nouvelle dynamique est désormais lancée à l'échelon européen en matière de transparence des informations extra-financières des entreprises pour éviter une fragmentation des pratiques et une harmonisation des cadres réglementaires. Le dispositif devrait naturellement évoluer par la suite pour se diffuser plus généralement dans le milieu économique et créer des conditions égales pour toutes les entreprises au sein de l'Union européenne.

Adrien Fourmon  
Avocat Associé  
Selarl Huglo Lepage

## Les textes de référence

- **Loi "Grenelle II"**, n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant sur l'engagement national pour l'environnement.
- **Loi "Warsmann"**, n°2012-387 du 22 mars 2012, relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives.
- **Décret n°2012-557** du 24 avril 2012, relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale.
- **Arrêté du 13 mai 2013**, déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission.
- **Code de commerce :**  
art L.225-102-1  
art R.225-104, art R.225-105, art R.225-105-1  
art R.225-105-2, art A.225-1, art A.225-2, art A.225-3, art A.225-4

### Sociales

- > Emploi
- > Organisation du travail
- > Relations sociales
- > Santé et la sécurité
- > Formation
- > Egalité de traitement

### Environnementales

- > Politique générale
- > Pollution et gestion des déchets
- > Utilisation durable des ressources
- > Changement climatique
- > Protection de la biodiversité

### Economiques

- > Impact territorial
- > Economique et social de l'activité de la société
- > Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société
- > Sous-traitances et fournisseurs
- > Loyauté des pratiques

## Reporting RSE : quelles sont les règles ?

Aucun référentiel obligatoire n'est prévu.

Les entreprises peuvent ainsi décider de s'appuyer sur leur propre outil de reporting ou bien sur l'un de ceux reconnus au niveau international ou national. Il en existe un très grand nombre mais, à ce jour, les plus utilisés sont :

#### Les référentiels d'engagement et de management :

- Les dix principes du Pacte **Mondial des nations Unies** (ou « UN Global Compact »)
- La norme internationale **ISO 26000**
- Les **principes directeurs de l'OCDE** à l'intention des entreprises multinationales

#### Les référentiels de reporting :

- Les **lignes directrices de la GRI** (« Global Reporting Initiative - Sustainability Reporting Guidelines »)
- Les « **Indicateurs clés de performance pour les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance** » - « KPIs for ESG » - de l'EFFAS (the European Federation of Financial Analysts Societies)

Dans ce cas, elles peuvent le mentionner dans leur rapport de gestion en indiquant les préconisations de ce référentiel qui ont été retenues et les modalités de consultation de ce dernier.

**Attention cependant :** les champs couverts par ces différents référentiels et le périmètre couvert par la réglementation française se recoupent sans être équivalents. Il faut donc vérifier au préalable que le **minimum légal est bien assuré**.

## Les nouvelles obligations en matière de RSE

### En quoi consistent ces nouvelles obligations ?

Une réglementation qui impose aux entreprises d'une certaine taille de communiquer des informations sur la façon dont elles gèrent l'impact de leur activité sur les 3 dimensions de développement durable.

Sont concernées :

Les sociétés anonymes (SA), les sociétés en commandite par actions (SCA) et les sociétés européennes (SE).

Dont les titres (actions ou obligations) sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Dont le total de bilan ou le chiffre d'affaires et le nombre de salariés dépassent des seuils (dégressifs dans le temps).

D'autres formes d'entités comme les mutuelles d'assurance, les coopératives agricoles, les établissements de crédit...



### Quelles sont les informations qui doivent être présentées ?

Le rapport de gestion doit exposer les actions menées et les orientations prises pour prendre en compte les conséquences sociales, environnementales et économiques de leurs activités et remplir leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable. Ces informations doivent couvrir 42 thématiques listées par le Décret n°2012-557 du 24 avril 2012 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale. Elles sont réparties en trois catégories :

Les informations sociales, les informations environnementales et les informations économiques.

Selon leur situation, les sociétés concernées ne doivent publier qu'une partie des informations prévues par le décret : les informations à publier communes à toutes les sociétés (29 sur les 42) et une liste d'informations complémentaires (13) que doivent produire uniquement les sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Comme toutes les autres informations contenues dans le rapport de gestion, les communications sur la RSE doivent concerner « les données observées au cours de l'exercice clos et, le cas échéant, au cours de l'exercice précédent, de façon à permettre une comparaison entre ces données »

En cas d'absence ou d'impossibilité de publication de certaines informations demandées, les entreprises sont appelées à justifier les raisons de ce manquement dans une logique de « comply or explain », un concept cher aux initiateurs du reporting RSE dans le monde.

### Des sanctions sont-elles prévues en cas de non-respect des obligations de reporting ?

Au plan civil, la loi du 12 juillet 2010 n'a pas ajouté de sanctions au dispositif en place, toutefois la législation existante permet à toute personne intéressée de demander au Président du Tribunal statuant en référé d'enjoindre sous astreinte au conseil d'administration ou au directoire de communiquer les informations prescrites. En outre, toute personne qui s'estimerait lésée par des informations inexactes contenues dans le rapport de gestion peut engager la responsabilité civile des dirigeants ou des commissaires aux comptes.

Au plan pénal, le code de commerce prévoit des amendes en cas de défaut d'établissement du rapport de gestion

Enfin, en cas de communication d'informations inexactes, imprécises ou trompeuses, le code monétaire et financier et le règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient de lourdes amendes pour les dirigeants et les commissaires aux comptes.

La nécessité de sécuriser sa communication environnementale est plus que jamais cruciale.

### Le saviez-vous ?

#### L'integrated Reporting

26 pays et plus d'une centaine de groupes internationaux soutiennent une approche d'information financière élargie à la création de valeur liée à la stratégie, à la gouvernance et à l'environnement. Ce cadre de reporting novateur a donc vocation à communiquer sur une performance globale de l'entreprise, combinant à la fois la dimension financière et extra-financière, vis-à-vis de ses tiers. Des projets « pilotes » sont aujourd'hui en cours et devraient enrichir utilement la normalisation applicable tant dans le domaine du reporting des informations que dans celui du contrôle de leur fiabilité. Régulateurs, normalisateurs, investisseurs et opérateurs se sont saisis de ce dossier intitulé Integrated Reporting <IR>. L'exercice 2013 a fait l'objet des premiers rapports publiés dans le cadre de cette démarche pilote.

Plus d'informations sur <http://www.theiirc.org>





## Sur quel support et à quelle fréquence ?

Il est expressément indiqué que les informations requises doivent figurer au sein du rapport de gestion (établi par le directoire ou le conseil d'administration pour les sociétés anonymes) des sociétés concernées. L'attestation et l'avis de l'organisme tiers indépendant doivent être « transmis à l'assemblée des actionnaires ou des associés en même temps que le rapport du conseil d'administration ou du directoire ». En pratique, ils seront joints au rapport de gestion, dans la mesure où celui-ci doit d'abord être arrêté par l'organe compétent.



### Les filiales sont-elles concernées ?

Concernant les filiales ou sociétés contrôlées qui exploitent des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) soumises à Autorisation ou à Enregistrement, les informations portent sur chaque filiale ou société contrôlée lorsque les informations ne présentent pas un caractère consolidable.

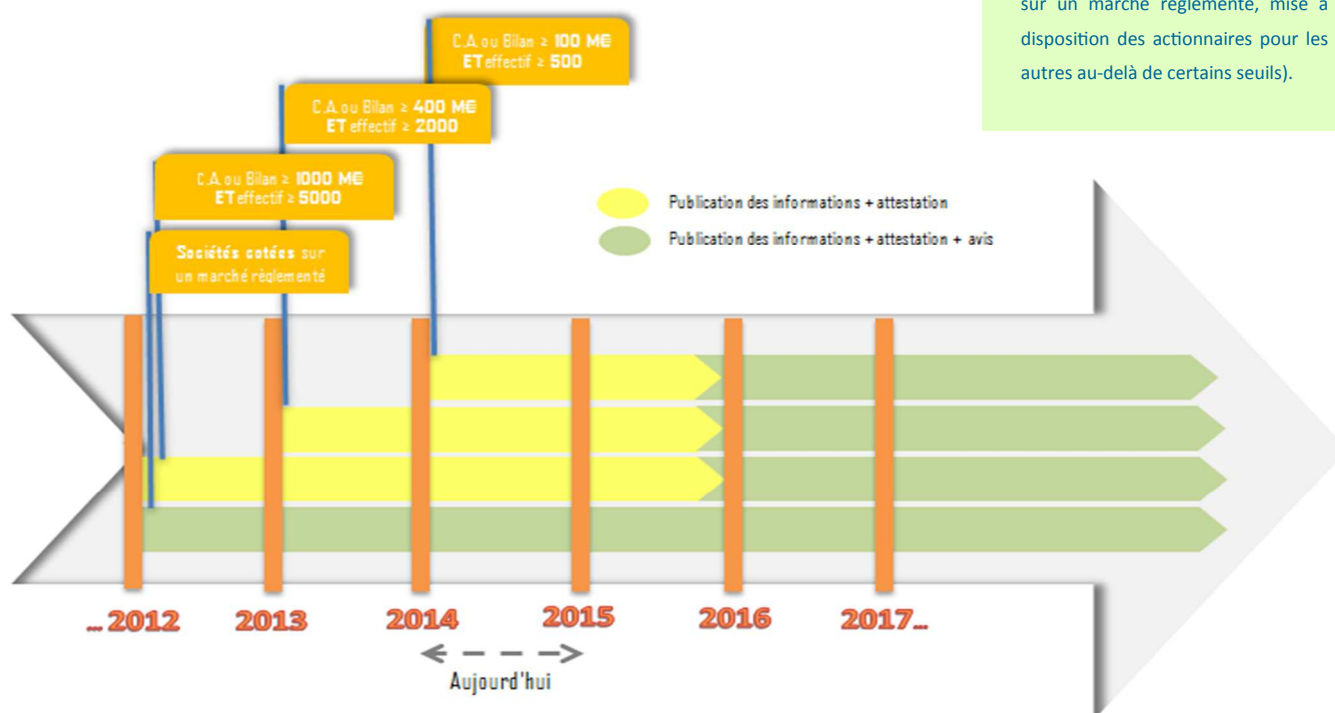
Les filiales dont le siège est à l'étranger ne sont pas dispensées de cette obligation de reporting. Enfin, les filiales françaises dont la société mère a son siège à l'étranger ne sont pas non plus dispensées de cette obligation de reporting.

### Et pour les entreprises qui publiaient déjà des informations sur leur RSE ?

Pour les sociétés cotées, une grande partie des informations demandées jusque là dans le rapport de gestion, suite à la NRE, sont reconduites, mais il y en a aussi des nouvelles. De plus, une attestation et un avis émis par un organisme tiers indépendant sont désormais requis.

Pour celles qui publient un rapport de développement durable, il est toujours possible d'y faire référence mais à condition que le rapport de développement durable remplisse les obligations de publicité prévues par la loi pour le rapport de gestion (et notamment le dépôt au greffe du tribunal de commerce et la publication sur le site internet de la société dédié à l'information des actionnaires 21 jours au moins avant l'Assemblée Générale lorsque la société est cotée sur un marché réglementé, mise à disposition des actionnaires pour les autres au-delà de certains seuils).

## Calendrier d'application des obligations



## Marchés publics : vos clients y sont-ils soumis ?

Petites, moyennes ou grandes entreprises concernés par les marchés publics, vous avez certainement constaté une tendance grandissante à devoir décrire de manière plus ou moins détaillée l'engagement des candidats en matière de RSE. Les PME sont souvent démunies pour matérialiser leur implication en matière de progrès social et de préservation des ressources. Ces clauses RSE doivent être considérées comme des atouts complémentaires pour favoriser l'accès aux marchés publics. Il convient simplement de préparer en amont la documentation nécessaire. Une démarche argumentée et démontrable est d'autant plus valorisante pour l'entreprise candidate que la dimension purement déclarative ne sera bientôt plus suffisante.

## Et les PME ?

L'investissement sur des projets ou des initiatives développement durable ou RSE est encore trop souvent considéré, notamment dans les PME, comme générateur de coût, sans effet immédiat sur le compte d'exploitation, autrement dit avec des retours sur investissement ou des paybacks insuffisants. Ce sont des budgets « faciles » à geler et les changements induits repoussent certains avant même de chercher à en analyser les opportunités.

Et pourtant, les sociétés françaises sont soumises aujourd'hui à deux facteurs d'influence forts et complémentaires qui ne se limitent pas, loin s'en faut, aux plus grosses entreprises

- celui de la société civile qui demande que les entreprises rendent des comptes sur la façon dont elles appréhendent leurs interactions avec l'écosystème dans lequel

elles s'inscrivent. Ces mêmes acteurs transmettent d'ailleurs ces valeurs au sein des organisations auxquelles ils appartiennent

- celui du cadre réglementaire qui s'est tout d'abord intéressé aux mécanismes de punition et de prévention des risques de pollution, et s'étend maintenant à une exigence de transparence de la part des entreprises quant à leurs impacts sociaux, environnementaux et sociétaux d'une manière plus générale. Cet effet se répercute mécaniquement sur toute la chaîne d'approvisionnement des sociétés qui y sont soumises et doivent peu à peu se conformer à des exigences fixées par leurs propres clients

Ces forces dessinent une tendance qu'il est important d'identifier dès maintenant pour s'y préparer au mieux et en tirer les principaux avantages.

## Le saviez-vous ?

Il existe de nombreuses aides et subventions pour encourager les initiatives volontaires dans le domaine.

D'une part, les lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement de l'énergie pour la période allant du 1er juillet 2014 à la fin de 2020, adoptées le 9 avril 2014, prévoient possibilité d'octroyer des aides visant à encourager les entreprises à dépasser les normes environnementales obligatoires de l'UE (Commission UE, *Guidelines on State aid for environmental protection and energy 2014-2020*, C(2014)2322).

Des aides financières pour la promotion des démarches RSE peuvent exister, suivant différents critères et conditions et en fonction de vos activités - A noter par exemple que la Commission européenne soutient ces démarches, notamment par le FEDER et dans le cadre du programme « Leonardo da Vinci », le projet « Durabilité et responsabilité sociale par l'apprentissage en PME » (*Sustainability and social responsibility through learning in SME*).

D'autre part, quid de l'« Eco-conditionnalité » des aides publiques ? De plus en plus d'aides publiques sont conditionnées à la performance de l'entreprise sur des critères RSE.

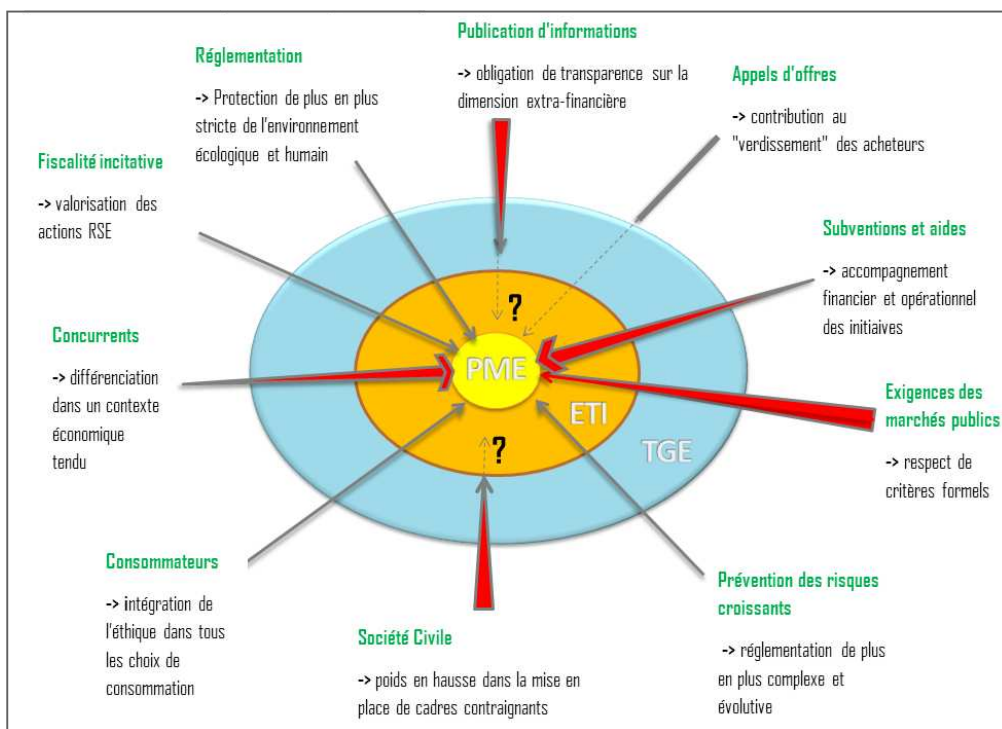


« Nul ne skie assez doucement pour glisser sans laisser de traces » Proverbe finnois.

## Sous l'influence de l'ISR

Les marchés financiers imposent de plus en plus l'information extra-financière par leur approche relative aux risques associés aux activités des entreprises

La résolution du Parlement européen du 11 mai 2011 sur la gouvernance d'entreprise dans les établissements financiers (2010/2303(INI)) constatait notamment (§ 6) « un manque de valeurs et d'éthique dans le comportement de certains acteurs des marchés et établissements financiers » et soulignait que « les marchés et établissements financiers doivent tenir compte, au titre de leur responsabilité sociale d'entreprise, des intérêts de toutes les parties intéressées : clients, actionnaires et salariés ».



Les incitations à la RSE pour les PME, ETI et TGE

## LES MARCHÉS PUBLICS ET LA COMMANDE PUBLIQUE RESPONSABLE

En matière de commande publique trois nouvelles directives sur les marchés publics et une portant sur les contrats de concessions viennent d'être adoptées pour valoriser l'environnement.

La directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics et la directive 2014/25/UE dite sectorielle (eaux, énergie, transports et services postaux) abrogent respectivement la directive 2004/18/CE et la directive 2004/17/CE avec effet au 18 avril 2016. A cette date, les États membres devront avoir transposé ces deux textes ainsi que la directive 2014/23/UE du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession.

La transposition de la partie législative de ces directives sera engagée avant la fin de l'année 2014 par une habilitation à procéder par ordonnance s'agissant des directives marchés, et par un projet de loi s'agissant de la directive concessions.

Ces nouvelles directives vont permettre une meilleure prise en compte des objectifs de responsabilité sociale et environnementale dans les marchés publics. Le respect du droit environnemental sera contrôlé à chaque stade de la procédure de passation des marchés : choix des participants, attribution et exécution des marchés, sous-traitance, etc.

Les critères relatifs aux spécifications techniques, aux écolabels et aux systèmes de gestion environnementale (EMAS ou ISO 14001 par exemple) sont précisés (Dir. 2014/24/UE, art. 42, 43 et 62). Le critère du mieux-disant est renforcé grâce à l'intégration notamment de critères environnementaux tels que le fait que des livres aient ou non été imprimés sur du papier recyclé ou du papier produit à partir de bois issu de sources durables (Dir. 2014/24/UE, art. 57 et s.). Lorsque l'évaluation est exclusivement fondée sur le prix, les pouvoirs adjudicateurs peuvent déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse et le prix le plus bas en prenant en compte le coût du cycle de vie. Les coûts environnementaux externes, tels que la pollution causée par l'extraction des matières premières utilisées dans le produit ou par le produit lui-même ou l'émission de gaz à effet de serre, peuvent être pris en compte dès lors qu'ils peuvent être chiffrés et vérifiés (Dir. 2014/24/UE, art. 68). Les offres anormalement basses car elles ne respectent pas les obligations établies en matière de droit de l'environnement peuvent être rejetées (Dir. 2014/24/UE, art. 69).

Des principes identiques se retrouvent dans la directive 2014/25/UE établissant des règles dans les secteurs du gaz et de la chaleur (art. 8), de l'électricité (art. 9), de l'eau (art. 10) et des transports (art. 11) et dans la directive 2014/23/UE établissant les règles applicables aux procédures de passation de contrats de concession par des pouvoirs adjudicateurs et des entités adjudicatrices.

Adrien Fourmon

Avocat associé Selarl Hugllo Lepage

## Qu'est-ce que la valeur ajoutée de la

Une politique de RSE doit s'inscrire dans une vision globale de la performance de l'entreprise. Bien au-delà de la simple mise en avant d'actions valorisantes, sans les avoir liées à une véritable stratégie d'entreprise, cohérente avec ses spécificités et pertinente par rapport à ses objectifs et ses moyens. La démarche de responsabilité sociétale privilégie la pérennité des entreprises face aux exigences du court-terme et constitue même une véritable opportunité pour les PME.

Les retombées peuvent être de différentes natures : différenciation commerciale, meilleure réponse aux appels d'offres, réduction des coûts par la rationalisation des achats, amélioration des conditions de travail...et surtout un pilotage permanent permettant d'anticiper les nouveaux risques qui se présentent aux entreprises du XXIème siècle : risque d'image, sanitaire, de non-conformité, de litige social, écologique...

⇒ une démarche RSE pertinente et viable est celle qui sait équilibrer les efforts demandés et les retombées visibles au fil du temps, les belles idéologies et le pragmatisme du quotidien, les enjeux des parties prenantes et le rapport coût/bénéfice attendu pour l'entreprise.



## Pourquoi JPA ?

Créé en 1947, et dirigé par Jacques Potdevin, le groupe JPA est un cabinet d'audit, d'expertise comptable et de conseil aujourd'hui animé par huit associés avec l'appui d'une soixantaine de collaborateurs.

Le groupe JPA a développé une gamme de compétence diversifiées, constituant une offre globale adaptée aux besoins spécifiques de ses clients.

Notre objectif est de participer au développement harmonieux et à la pérennité de nos clients en les accompagnant dans leur organisation et dans leur gestion comptable et financière.

Nous sommes attentifs en permanence aux évolutions, qu'elles soient économiques, réglementaires ou technologiques et, qu'il s'agisse de normalisation comptable et financière, de standardisation d'audit ou de développement de techniques novatrices en matière de conseil, nous veillons à maintenir au plus niveau de notre savoir-faire.

Pour cela, nous fondons depuis toujours notre développement sur une éthique partagée par l'ensemble des collaborateurs qui place au premier rang la compétence et l'indépendance, ainsi que l'ambition d'un service de qualité et de proximité.

### Huglo Lepage & Associés Conseil

T : +33 1 56 59 29 29

E : coralie.bancelin@huglo-lepage.com

#### Paris

40, rue de Monceau  
75008 Paris

#### Rennes

19, rue Hoche  
35000 Rennes

#### Bruxelles

Av de Visé, 80  
B1170 Bruxelles



## Notre approche du Développement Durable

Parce que le développement durable de l'entreprise recouvre plusieurs piliers, les cabinets JPA et Huglo Lepage & Associés allient leurs compétences pour offrir des solutions « packagées » adaptées aux besoins de chacun.

### Un diagnostic Flash

Ce diagnostic vise à permettre, par sondage, d'identifier les risques les plus significatifs pour l'entreprise, susceptibles d'avoir un impact fort en terme d'image, financier ou judiciaire.

Il doit également mettre en exergue les zones d'amélioration prioritaires : rationalisation de coûts, amélioration des processus...

### Audit approfondi

Fondé sur une méthodologie rigoureuse de diagnostic, il s'agit d'identifier si les processus à tous les niveaux de l'entreprise sont de nature à juguler les risques et à

permettre l'anticipation. L'audit approfondi devra permettre de dégager des solutions correctives.



### Accompagnement à la maîtrise des enjeux RSE : Plan Do Act

Cet accompagnement comprend un audit approfondi.

Mais également :

La mise en place d'un système de pilotage de la performance RSE,

Une veille permanente sur l'évolution réglementaire

Une veille sur l'anticipation des évolutions réglementaires

La création de procédures et d'outils de suivi des indicateurs et des actions RSE

### La préparation du reporting RSE et sa sécurisation

## Le Mot de Corinne Lepage



« La RSE n'est pas une option ; c'est une obligation non pas juridique mais économique. En effet, nous changeons de monde. Dans l'ancien monde, il pouvait être de bon ton de considérer avec commisération la RSE ; dans le nouveau, il n'en est rien. L'avenir des entreprises passe par de nouveaux rapports entre les salariés, l'entreprise elle-même, les clients et les fournisseurs. Dans une société de la communication, tout se sait ou finit par se savoir ; c'est la raison pour laquelle il est dans l'intérêt de l'entreprise elle-même d'entrer dans une démarche RSE, pour donner du sens à ses collaborateurs, de l'image et de la confiance auprès de ses clients et de ses fournisseurs. »

## Pour aller plus loin ...



Rapport de l'AMF sur l'information publiée par les sociétés cotées en matière de responsabilité sociale, sociétale et environnementale (DOC-2013-18) - Novembre 2013

La RSE : une voie pour la transition économique, sociale et environnementale - Juin 2013 - Avis du Conseil économique, social et environnemental, Alain Delmas, rapporteur

Responsabilité et performance des organisations - 20 propositions pour renforcer la démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE) - Juin 2013, Lydia BROVELLI, Xavier DRAGO et Éric MOLINIÉ

Document préparatoire au plan national français de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) - Janvier 2013

Feuille de route pour la transition écologique - Septembre 2012

### + d'infos :

[www.huglo-lepage.com](http://www.huglo-lepage.com)

<http://http://blog.huglo-lepage.com/>